

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE
HISTOIRE

Sujet :

Enseigner « Conditions féminines dans une société en mutation »
en classe de quatrième

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A :** Extraits du programme d'histoire du cycle 4, classe de quatrième, B.O. spécial n° 11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.
- **Document B :** Manuel d'histoire-géographie, classe de quatrième, Nathalie Plaza, Stéphane Vautier (dir.), Paris, Hachette, 2016, p. 192-193.
- **Document C :** Manuel d'histoire-géographie, classe de quatrième, Françoise Martinetti, Stéphan Arias, Fabien Chaumard (dir.), Paris, Belin, 2016, p. 140-141.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D :** Fabrice Virgili, « L'histoire des femmes et l'histoire des genres aujourd'hui », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2002/3, n°75, p. 5-14.
- **Document E :** Claudy Vouhé (dir.), *L'égalité femmes-hommes dans les contrats de ville*, Commissariat général à l'égalité des territoires, mars 2016, p. 15-17.

Document A : Extraits du programme d'histoire du cycle 4, classe de quatrième, B.O. spécial n° 11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.

<u>Extraits du programme</u>	
Repères annuels de programmation	Démarches et contenus d'enseignement
<p align="center">Thème 3</p> <p align="center">Société, culture et politique dans la France du XIXe siècle</p> <p>Conditions féminines dans une société en mutation.</p>	<p>- Quel statut, quelle place, quel nouveau rôle pour les femmes dans une société marquée par leur exclusion politique ? Femmes actives et ménagères, bourgeoises, paysannes ou ouvrières, quelles sont leurs conditions de vie et leurs revendications ?</p>
<p><u>Extraits de la fiche Eduscol</u></p> <p>Quels sont les points forts du thème pour l'enseignant ?</p> <p>Les femmes restent également exclues de la vie politique. Mis à part en Finlande (1906) et en Norvège (1913), c'est le cas dans toutes les autres démocraties européennes, mais cette exclusion sera plus durable en France. Le travail féminin est pourtant une réalité ancienne : 6,2 millions de femmes sont actives en 1866, soit un tiers de la population active totale, et encore ce chiffre est-il probablement sous-évalué du fait de l'activité des femmes d'agriculteurs, d'artisans et de commerçants.</p> <p>Comment mettre en œuvre le thème en classe ?</p> <p>Montrer les solidarités politiques et sociales</p> <p>[...] L'étude des conditions féminines peut être dissociée de celle des deux premiers sous-thèmes. Cette approche peut permettre de mieux faire incarner les situations féminines. Il est possible de s'intéresser aux points de contact qui existent entre les différentes catégories de femmes : l'approche sociale requise par le thème étant centrée sur les femmes, ce sont elles qui doivent permettre d'entreprendre une lecture transversale de la société et de ses différentes composantes. Au cours du XIXe siècle, des femmes qui appartiennent aux élites ou à la moyenne bourgeoisie fondent ou s'insèrent dans des associations visant à améliorer les conditions des femmes qui travaillent. Leur engagement philanthropique met alors en lumière des situations et des mutations. Ces femmes sont souvent des féministes. Marie-Louise Bérot-Berger, une bourgeoise picarde, une réformatrice ayant fondé une société d'aide aux femmes du peuple et membre de groupe féministe, offre ainsi un exemple pour permettre d'entrer dans l'étude. Marie Curie peut aussi permettre de montrer et de relativiser les avancées féminines à la veille de la Grande Guerre.</p> <p>Écueils à éviter</p> <p>[...] Dresser un panorama qui énumérerait les différentes catégories sociales des femmes (paysanne, ouvrière, bourgeoise...).</p>	

Document D : Fabrice Virgili, « L'histoire des femmes et l'histoire des genres aujourd'hui », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2002/3, n°75, p. 5-14.

Au début de chaque volume le même texte de Georges Duby et Michelle Perrot indique : « Le titre *Histoire des femmes en Occident* est commode, et beau. Mais il faut récuser l'idée que les femmes seraient en elles-mêmes un objet d'histoire. C'est leur place, leur "condition", leurs rôles et leurs pouvoirs, leurs formes d'action, leur silence et leur parole que nous entendons scruter, la diversité de leurs représentations – déesse, Madone, Sorcière – que nous voulons saisir dans leur permanence et leurs changements. Histoire résolument relationnelle qui interroge la société tout entière et qui est, tout autant, histoire des hommes ». [...] Sans utiliser ni le terme de genre ni celui de *gender*, encore aujourd'hui réservés en France au débat plus proprement historiographique, la question est bien de savoir s'il s'agit de travailler sur la moitié féminine de l'humanité, ou sur l'humanité dans son ensemble, non plus comme universel masculin cette fois-ci, mais bien comme humanité sexuée, c'est-à-dire composée d'hommes et de femmes. [...]

Ainsi, la prise en compte des relations hommes/femmes au sein de l'histoire des femmes ne justifierait pas l'utilisation d'un mot nouveau. Surtout, elle relèguerait au second plan la domination masculine, lui substituant une histoire du genre qui en portant un regard décalé sur les relations hommes/femmes, ne placerait plus au centre de l'analyse la pérennité de cette domination.

Une partie du débat concerne des enjeux méthodologiques et une réflexion sur l'écriture de l'histoire que l'on peut retrouver dans l'ensemble de la discipline. Néanmoins, il révèle probablement un moment charnière de cette historiographie. « Redonner à la domination masculine une place centrale dans le raisonnement est une manière de résister à l'euphémisation croissante des études sur les femmes qui négligent les avancées les plus décisives des sciences sociales et notamment l'apport incontournable de l'existence de la domination du principe masculin dans le fonctionnement des sociétés », écrit encore Rose-Marie Lagrave. [...]

Études féministes, histoire des femmes, du genre, de la différence des sexes, des relations hommes/femmes, ou encore du masculin, les termes abondent. Ils sont le reflet d'une réflexion historiographique continue déjà soulignée ; plus encore, ils démontrent le caractère dynamique de ces trente années d'écriture de l'histoire. La question originelle « Les femmes ont-elles une histoire ? » ne cesse depuis de se dérouler. Rendre les femmes visibles dans l'histoire a amené à s'interroger sur leur oppression et la domination masculine. L'histoire de cette oppression a de fait posé plus largement celle de l'opresseur, rendant visibles les hommes non plus en tant qu'universels mais bien en tant que masculins. Femmes et hommes rendus visibles au regard de l'historien, la comparaison et l'étude de la différence des sexes s'imposait, comme désormais celle de la similitude des sexes. Le schéma paraîtra simpliste, il n'est bien évidemment pas linéaire comme semblerait le faire croire cette énumération. L'histoire des femmes fonctionne comme un formidable éclaircisseur de l'histoire, montrant sans cesse de nouveaux objets et apportant à d'autres, plus anciens, un regard renouvelé. [...] Néanmoins, l'ensemble de ces recherches contribue à une meilleure connaissance du passé en intégrant une donnée : les sociétés du passé, comme celles d'aujourd'hui, sont composées d'hommes et de femmes. Aujourd'hui encore, de nombreux travaux ne prennent toujours pas en compte le monde comme sexué.

Document E : Claudy Vouhé (dir.), *L'égalité femmes-hommes dans les contrats de ville*, Commissariat général à l'égalité des territoires, mars 2016, p. 15-17.

Certains [droits des femmes] font quasiment l'unanimité des institutions et des mouvements engagés pour l'égalité femmes-hommes : la nécessité de travailler avec/sur les femmes migrantes, d'étudier le care, d'agir sur les liens entre le développement durable (changements climatiques notamment) et l'égalité femmes-hommes.

Les nouvelles luttes de l'égalité n'ont pas pour autant déplacé les « anciennes » qui restent d'actualité, notamment la participation des femmes à la vie publique et politique, la lutte contre les violences, pour l'égalité professionnelle... D'autres sujets reviennent (défense des droits à l'IVG par exemple, défense des retraites) face à de nouvelles réformes institutionnelles ou sous la pression de groupes résistant à l'évolution des rapports traditionnels femmes-hommes.

De nouveaux débats

De nouveaux débats ébranlent, voire divisent, le mouvement féministe, qui, comme tous les mouvements sociaux, n'est pas homogène. Par exemple, certaines « féministes historiques » refusent la vision jugée trop radicale et « émasculinisante » des rapports femmes-hommes portés par de nouveaux mouvements. D'autres dénoncent les possibles « retours de bâtons » pour les femmes dans l'idéologie du développement durable et de la décroissance de l'éco-féminisme. D'autres dénoncent l'injonction du travail rémunéré et de l'autonomisation économique des femmes qui les pousserait vers la sphère professionnelle, argumentant que femmes et hommes devraient pouvoir choisir d'exercer librement, à temps plein ou partiel la fonction du « care », actuellement dévalorisée.

Les défenseur-e-s de l'universalisme des droits des femmes sont confrontés à la critique des féministes post-coloniales qui dénoncent la domination d'un féminisme occidental tenant peu compte de l'intersectionnalité entre sexe et origine, religion.... On parle de plus en plus de la « racialisation du sexisme » qui ne touche pas de la même manière les femmes de différentes origines. Les droits des femmes LGBTI (face à la GPA ou l'adoption) ou encore de la prostitution (abolition versus réglementation du travail du sexe) sont d'autres thèmes sur lesquels débattent, et parfois s'affrontent, différents courants féministes.

Le paysage des acteurs a changé aussi. Les hommes sont de plus en plus présents dans le débat. Depuis plusieurs années, des mouvements d'hommes pro-féministes (tels que « zéro-macho ») affrontent des mouvements masculinistes (hommes dénonçant la prise de pouvoir des femmes dans la sphère privée et publique et la dévalorisation des hommes dans ce processus). [...] Le développement de l'internet a vu l'émergence d'un jeune féminisme qualifié de Web2.0 qui a repris, via les réseaux sociaux, la lutte contre la misogynie, les stéréotypes sexués et l'inégalité femmes-hommes, les masculinités...

Alors que la notion de « gender » fait désormais partie intégrante de la panoplie lexicale et méthodologique des décideurs et opérationnels au niveau européen, en France, l'approche « genre » a encore du mal à « passer ». Le concept reste associé à la recherche sociologique plus qu'à l'action politique. La transversalité de l'approche genre n'imprègne pas les politiques publiques françaises qui restent davantage orientées sur les droits des femmes, les enjeux de parité et d'égalité professionnelle et les violences notamment.